

Une crise de trente ans (et plus...)

UNE SIMPLE DÉRÉGLEMENTATION FINANCIÈRE ?

Pour l'instant, les responsables européens et américains privilégient l'aspect d'une finance dérégulée qui demanderait une reprise en main par l'État. Seulement, si c'était le cas, pourquoi ne voit-on pas plus d'ardeur chez les dirigeants de la planète pour encadrer ceux qui nous auraient mis dans la mouise? Certes, le lobby bancaire est puissant. Mais les autres secteurs devraient demander ardemment sa surveillance étroite.

Avec cette interprétation, on ne s'explique pas pourquoi la crise actuelle prend une telle ampleur. Il y a eu d'autres récessions, notamment financières, au cours des dernières années. Pourquoi celle-ci devient la catastrophe économique la plus importante depuis la Seconde Guerre mondiale? Cela tient au fait que les mécanismes et les causes sont à rechercher dans le fonctionnement du système capitaliste même. Ainsi, l'extension phénoménale des marchés financiers joue un rôle essentiel dans le développement économique du capitalisme contemporain. Ce n'est pas seulement un domaine qui s'autonomise et qui peut éclorer sans règles, ni limites.

TOUT COMMENCE EN 1973

Notre histoire débute en 1973. On aurait pu la démarrer plus tôt. Mais, cette année-là, la production bloque de façon significative, pour la première fois depuis 1945. La définition officielle d'une crise est la croissance négative du PIB [Ⓐ] réel durant deux trimestres consécutifs.

DEXIA SAUVÉE POUR LA SECONDE FOIS EN TROIS ANS. LA SNCB EN QUASI-FAILLITE. OPEL ANVERS FERMÉE DÉFINITIVEMENT. ARCELORMITTAL QUI SE DÉBARRASSE QUASIMENT DE LA SIDÉRURGIE LIÉGEOISE. ET FORTIS BANQUE ABSORBÉE PAR LA BNP-PARIBAS. CES QUELQUES ÉLÉMENTS PRIS DANS L'ACTUALITÉ RÉCENTE MONTRENT À LA FOIS L'AMPLEUR ET LA PROFONDEUR DE LA CRISE ACTUELLE. IL NE S'AGIT PAS D'UN ARRÊT MOMENTANÉ DE LA PRODUCTION, D'UNE CRISE PASSAGÈRE ISSUE D'UN CYCLE SOI-DISANT NATUREL, PROPRE AU CAPITALISME. NOUS SOMMES RÉELLEMENT À UN TOURNANT, OÙ PROBABLEMENT PLUS RIEN NE SERA COMME AVANT.

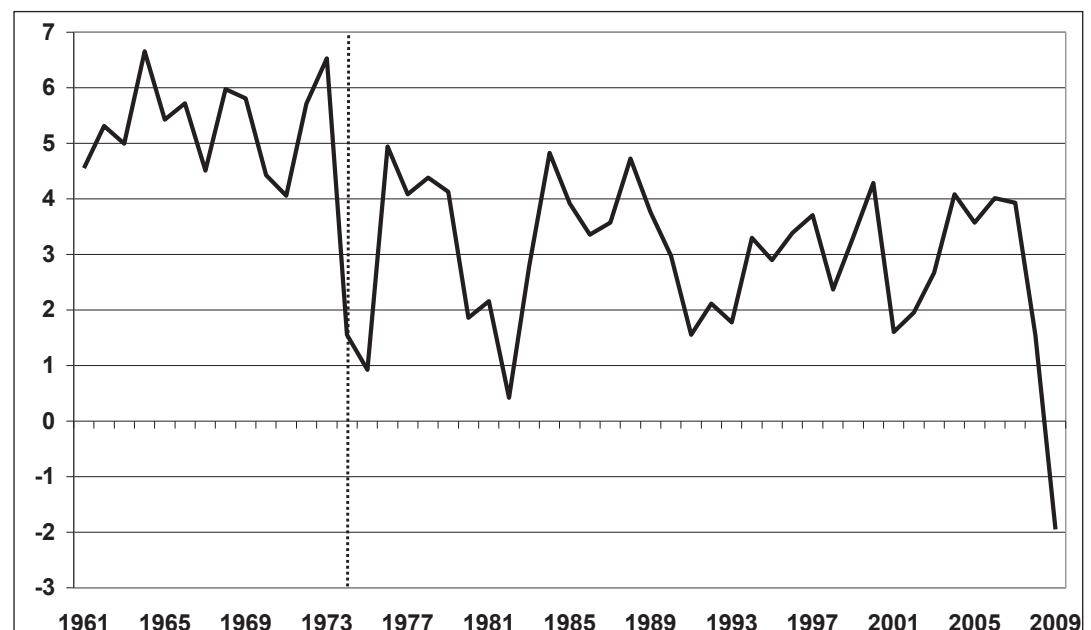
Henri Houben

Chercheur au Gresea, membre d'Attac Bruxelles et collaborateur à l'INEM (Institut d'études marxistes)

Ainsi, dans le graphique 1, nous avons retracé l'évolution annuelle du PIB réel mondial depuis 1960.

Sur base de cette représentation, on peut clairement distinguer deux périodes : celle jusqu'en 1973 et

celle de 1974 à nos jours. Que constate-t-on? Par rapport aux années 60, l'ère qui suit connaît



Graphique 1. Croissance annuelle du PIB réel mondial 1960-2009 (en % par rapport à l'année précédente) [Ⓑ]

des particularités nettes :

- la croissance du PIB est pratiquement "nulle" à plusieurs reprises, alors que cela n'arrive jamais avant 1974 ;

- la progression globale moyenne est plus lente: elle passe de 5,4% en moyenne annuelle entre 1960 et 1973 à 2,9% entre 1973 et 2009, une diminution de près de la moitié!

- Les variations annuelles sont plus saccadées, alors que les hausses sont plus lisses, plus constantes, dans les années 1960 ;

- d'autres indicateurs montrent la permanence de problèmes qui n'arrivent pas à être surmontés : le taux de chômage demeure très élevé dans la plupart des pays capitalistes avancés, les déficits publics sont importants et le niveau de la dette publique l'est également ; les arrêts et blocages économiques sont plus fréquents.

On observe également la croissance très clairement négative de 2009, la première depuis la Seconde Guerre mondiale. Preuve, s'il en est, de l'ampleur et de la profondeur de la crise actuelle!

Notre conclusion est que, depuis 1973 au moins, nous sommes entrés dans une nouvelle période. Au lieu des "Trente Glorieuses" Ⓒ, nous faisons face à une ère de croissance plus lente, avec des moments de reprise, mais surtout de périodiques blocages souvent abrupts. Comme si lors d'une panne de moteur, on parvenait à faire redémarrer temporairement la machine, mais qu'au bout d'un temps celle-ci calait de nouveau systématiquement. On appelle les chutes momentanées de la production des crises conjoncturelles et l'ensemble de la période de croissance lente, la crise structurelle.

LE RETOUR DU GI

Dans la crise, les États-Unis sont particulièrement mal en point. Jugés presque invincibles au sortir de la Seconde Guerre mondiale, leur avantage a fondu dans les années 70. L'Europe et surtout le Japon ont rattrapé une partie

“NOUS SOMMES RÉELLEMENT À UN TOURNANT, OÙ PROBABLEMENT PLUS RIEN NE SERA COMME AVANT.”

de leur retard économique. Le mouvement social et syndical reste fort à cette époque. Les pays du tiers monde émergent comme une force avec laquelle il faut désormais compter. Le camp socialiste, même s'il est divisé, représente une alternative à laquelle bon nombre de gens croient. Et Washington est embourbé dans la guerre du Viêt-nam. Il ne peut en sortir qu'après une humiliante défaite.

La bourgeoisie américaine estime que c'en est trop. Une partie de celle-ci décide donc de lancer une contre-offensive. Ce plan s'appuie sur quatre décisions fondamentales: la hausse des taux d'intérêt pour juguler l'inflation, une réforme fiscale en faveur des entreprises et des revenus les plus élevés, une réorganisation managériale en faveur des intérêts financiers, une dérégulation financière progressive.

Le résultat est tout à fait étonnant. Un nouveau modèle de développement se met en place. Il est fondé sur la consommation des ménages américains. Leurs dépenses en biens et services passent de 62% du PIB en 1981 à plus de 70% à partir de 2002 Ⓓ. Mais comment cela est-il possible, alors que les revenus de 90% de la population n'augmentent pas en termes réels? Par l'endettement. À partir de 1985, la dette des ménages va reprendre son chemin haussier

pour atteindre 100% du PIB en 2006.

En outre, pour s'endetter auprès d'établissements financiers, il faut apporter des garanties. Celles-ci se trouvent dans leurs avoirs financiers et immobiliers. Il faut que ceux-ci ne cessent de croître, car c'est la condition pour pouvoir accroître les emprunts et donc la consommation. C'est dans ce cadre que la spéculation joue un rôle essentiel. En libéralisant les marchés financiers, les pouvoirs publics attirent de plus en plus d'acteurs qui jouent généralement à la hausse les avoirs boursiers.

Un cercle "vertueux" se constitue. L'expansion financière joue un rôle essentiel. Si elle n'arrive pas, elle est en mesure de bloquer tout le processus et donc la croissance économique. D'où l'importance de susciter la croissance boursière, la spéculation, la hausse des profits...

À cela s'ajoute la dimension internationale. Les États-Unis fabriquent de moins en moins de produits manufacturés consommés comme les textiles, les biens électroniques, les jouets, les montres, etc. Ils les importent donc, ce qui tire la production non dans le pays même mais à l'étranger, notamment au Mexique, en Asie de l'Est et aussi en Europe. Les revenus et avoirs

s'accumulent dans ces régions aux mains d'une minorité capitaliste qui replace le surplus sur ce qu'elle considère comme le marché le plus fiable, à savoir celui de New York. Et c'est un phénomène mondial d'une extrême importance, puisqu'on peut calculer que la consommation américaine et ses effets induits sur la production à l'étranger ont représenté un peu moins de 30% de la contribution à la croissance mondiale entre 1980 et 2006 contre un peu moins de 20% entre 1960 et 1980.

De nouveau, on crée un cercle "vertueux" où les importations - et donc la sortie de dollars - sont compensées par l'arrivée de capitaux étrangers - donc une entrée de dollars. La balance des paiements est en équilibre. Mais que se passerait-il en cas d'effondrement boursier? Les investisseurs extérieurs seraient-ils toujours intéressés par Wall Street?

UN ÉLÉPHANT DANS UN MAGASIN DE PORCELAINE

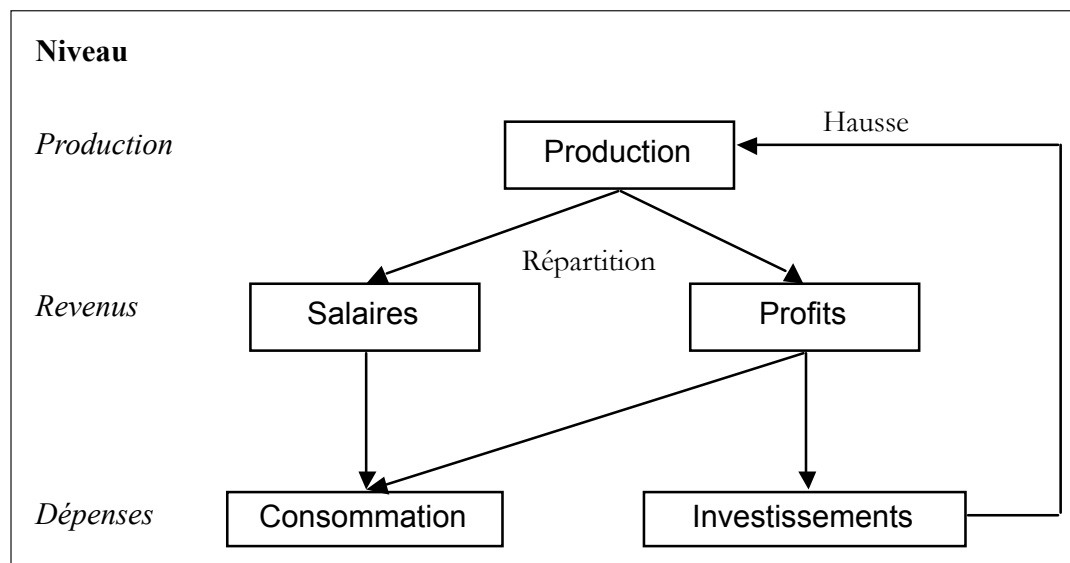
L'extrême fragilité de ce modèle de croissance apparaît pleinement. Il est fondé sur l'endettement. Le niveau de la dette totale des agents non financiers américains (ménages, entreprises et pouvoirs publics) avoisine les 250%. Jusqu'où cela peut-il encore monter? Surtout qu'il faut en payer les intérêts financiers aux établissements de crédit.

Le déficit extérieur est également inquiétant. Globalement, les États-Unis achètent plus de marchandises qu'ils n'en vendent à l'étranger pour un montant compris entre 500 et 800 milliards de dollars par an. Pour équilibrer l'affaire, pour éviter que la banque centrale ne doive puiser dans ses réserves pour payer ces importations, il faut qu'un même montant soit perçu sous forme d'apports de capitaux de la part des autres pays. Mais que se passe-t-il en cas de krach boursier? Les investisseurs internationaux vont-ils placer leur argent sur une bourse qui plonge? →

“EN 2009, POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 1945, LA CROISSANCE EST CLAIREMENT NÉGATIVE. PREUVE DE L'AMPLEUR ET DE LA PROFONDEUR DE LA CRISE ACTUELLE.”

→ De plus, ce modèle est fondé sur la compétitivité. Ce qui veut dire que les firmes qui réussissent sont celles qui auront abaissé leurs coûts au plus bas échelon, à commencer par les salaires, puisque le principe est de vendre principalement à l'étranger. De ce fait, les revenus des travailleurs, ceux qui consomment, baissent partout. Ce qui ne permet nullement une solution rapide de la crise. Sans compter que les salariés se plaignent à juste titre de cette dégradation sociale rapide et sans perspectives.

Ajoutons à cela que l'échappatoire économique a été de développer la spéculation sur les marchés financiers. Alors comment s'étonner de la création de bulles successives? Quand les bourses asiatiques plongent, on se précipite en Russie, puis au Brésil.



Graphique 2. Schéma de la production du PIB et de sa répartition

dans les détails, on peut dire que ce qui est produit est normalement le PIB. Ce PIB est traduit en revenus, en fonction de ce qui est

qui pourrait apparaître comme souhaitable à beaucoup. Seulement deux mécanismes, inhérents au système capitaliste, vont pervertir le processus.

D'abord, en tant que capitalistes, les chefs d'entreprise vont essayer d'accroître la part qui va aux bénéficiaires au détriment de ce qui va aux salariés. Cela ne va pas nécessairement réussir. C'est l'enjeu d'une lutte de classes sur la répartition des revenus. En même temps, la baisse subie par les travailleurs peut ne pas être absolue. Si la production croît, générant des rémunérations plus élevées, il se peut que les salaires augmentent, mais leur part dans la distribution se réduit.

pour l'essentiel, ils ne doivent pas augmenter exceptionnellement. Puis, la part investie représente le pouvoir que pourra capter la firme ou le capitaliste en question. C'est pour cela qu'il ou elle aura tendance à la privilégier. Enfin, même si ce n'était pas une préoccupation centrale du patron, la concurrence poussera à l'intégrer, sans quoi c'en est fait de la compagnie et des avoirs de ce capitaliste.

Ainsi, se crée un profond dysfonctionnement dans le système. Tout ce qui est attaché à la production est incité à croître. Tout ce qui concerne la consommation peut augmenter aussi, mais moins vite. Si les investissements sont développés, ils engendreront la

“ LE MODÈLE DE CROISSANCE EST FRAGILE CAR IL EST FONDÉ SUR L'ENDETTEMENT.”

Quand le marché des valeurs technologiques s'effondre, on crée une survalorisation immobilière. Et quand celle-ci éclate à son tour, on se précipite sur le pétrole, les matières premières, puis l'or et les métaux précieux, valeurs refuges par excellence.

Aujourd'hui, on arrive en bout de course de cette stratégie. Les actifs financiers et immobiliers baissent en même temps. Or, le modèle ne pouvait s'appuyer que sur leur croissance. Le moteur planétaire est en rade. Mais qui pourra le remplacer?

LES MÉCANISMES DE LA CRISE

À ce stade, il faut revenir sur les mécanismes et l'explication fondamentale de la crise, pour comprendre les solutions qui resteraient possibles. Pour ce faire, nous sommes partis de la situation de la comptabilité nationale d'un pays. Sans entrer

alloué à chacun. Pour simplifier, nous dirons qu'il est réparti en deux forces : les salariés et les détenteurs de capitaux € . Enfin, nous observons comment chacun utilise sa rémunération. C'est ce processus que nous reproduisons dans le graphique 2.

Ainsi, la production est répartie entre deux classes sociales ayant leurs revenus spécifiques : salaires (en fait, coûts salariaux, comprenant également les cotisations à la sécurité sociale) et profits (revenus de la propriété, excédent restant dans l'entreprise...). Les travailleurs et allocataires sociaux emploient leur argent essentiellement à consommer. Les dirigeants et actionnaires consomment également, mais conservent une partie aussi pour investir, ce qui permet d'accroître le niveau de la production € .

On obtient de cette façon un schéma parfaitement cohérent et

“ UN PROFOND DYSFONCTIONNEMENT DU SYSTÈME SE CRÉE CAR CE QUI CONCERNE LA PRODUCTION CROÎT PLUS VITE QUE CE QUI EST LIÉ À LA CONSOMMATION.”

Ensuite, la part des profits qui va à la consommation va diminuer par rapport à celle qui sera investie. Pourquoi? Parce que, premièrement, les besoins de consommation de la minorité dirigeante sont limités. Une fois rassasiés

possibilité de produire davantage et, in fine, cela se traduira par plus de produits de consommation sur les marchés. Seulement, en ralentissant la progression des salaires, en limitant l'argent patronal consacré aux dépenses

courantes, les capitalistes restreignent les capacités des populations à absorber ces marchandises. Il en résulte ce qui est apparu au XIX^e siècle comme de la surproduction: des stocks d'invendus ne trouvant pas preneur. Aujourd'hui, par les mécanismes de production en "just in time" ou à la commande, les firmes arrêtent la fabrication si les biens ne pourront pas être acquis. Mais les investissements auront déjà été actés et réalisés. On aura donc des surcapacités.

Ce mécanisme est loin d'être nouveau. Il découle du fonctionnement de l'économie capitaliste. Durant tout le XIX^e siècle, se succèdent une série de crises périodiques de surproduction. Il ne pouvait repartir qu'une fois qu'une partie des

crise se prolonge. Elle prend un caractère structurel, comme le graphique 1 le montrait.

On est devant une impasse, car les mécanismes à l'initiative des dysfonctionnements sont toujours à l'œuvre. Ils échappent à toute régulation. Certes, on peut parvenir à un équilibre dans la répartition des revenus. Mais cela n'arrive que lorsqu'un rapport de forces favorable aux travailleurs s'établit. Dans le cas contraire, rares sont les capitalistes qui défendent une distribution équitable. En revanche, il est impossible d'empêcher les patrons d'investir ou d'inonder les marchés de biens et services de toutes sortes. Pour en sortir, il faut quitter les logiques du système capitaliste.

devrait amener tout le monde à se poser les questions de société: sur quelle planète vivons-nous? Pourquoi travailler et surtout pour qui?

Le capitalisme a, au cours de ces trente ans, montré combien il était injuste et inhumain. Aujourd'hui, il montre qu'il est aussi inefficace et encore plus inhumain, puisqu'il demande à ceux qui n'en ont pas profité pendant trente ans de payer la crise. ■

Ⓐ Le produit intérieur brut (PIB) est la création de richesses marchandes et monétaires dans un pays durant un laps de temps, généralement un an. Il comprend la vente des biens et services réalisés dans ce pays, c'est-à-dire la valeur de celle-ci. Dans cette valeur, il y a un élément "quantité" et un autre "prix". Mais si le PIB augmente parce que les prix haussent, ce n'est pas une croissance réelle de la richesse. Si les revenus des gens doublent, mais que les prix font de même, en quoi sommes-nous devenus plus riches? Donc les économistes tentent

de neutraliser la hausse des prix (l'inflation) pour ne retenir que l'accroissement des quantités. C'est ce qu'on appelle le PIB réel.

ⓐ Source: Calculé à partir de la Banque mondiale: <http://ddp-ext.worldbank.org/ext/DDPQQ/member.do?method=getMembers>.

ⓑ Selon l'expression de l'économiste français Jean Fourastié, pour désigner la période de forte croissance entre 1945 et 1975.

ⓒ C'est une différence énorme. En comparaison, la part de la consommation privée s'élève à environ 57% en Europe et au Japon.

ⓓ Dans la comptabilité nationale, on distingue parfois un troisième acteur privé central: les indépendants. Et ceux-ci reçoivent ce qu'on appelle un revenu mixte. Mais cela ne change pas fondamentalement l'explication.

ⓔ Le fait d'ajouter un secteur financier où l'argent de l'investissement serait initialement placé ne change rien à l'affaire. Certains affirment que les fonds y disparaissent et ne reviennent pas dans le système productif. Mais cela est faux, car même si les actionnaires remettent leurs revenus dans la finance, celle-ci peut et va allouer ces montants aux entreprises sous forme de prêts, participations au capital, etc.

“ SAUF À SORTIR DU SYSTÈME CAPITALISTE, IL EST IMPOSSIBLE D'EMPÊCHER LES PATRONS D'INONDER LES MARCHÉS DE BIENS ET SERVICES.”

firmes en présence étaient anéanties et que les sociétés restantes pouvaient reprendre les parts de marché abandonnées. Les crises ont donc abouti à une situation de concentration et de centralisation sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

C'est à ce stade qu'on se trouve aujourd'hui. Les firmes sont géantes. Elles sont étroitement liées aux banques et à leur État. Elles peuvent être éventuellement absorbées par un poisson plus grand, mais elles peuvent difficilement faire faillite, comme l'a montré encore la reprise récente de General Motors et de Chrysler par l'État américain (pourtant réputé peu interventionniste). Dans ces conditions, les ajustements indispensables dans le capitalisme de libre concurrence du XIX^e siècle n'opèrent plus. La

CONCLUSIONS

Les responsables occidentaux ne comprennent pas l'ampleur de cette crise. Ils essaient d'en sortir, mais individuellement, éventuellement au détriment des autres. On peut observer à ce sujet un petit condensé des réactions capitalistes types: pas de coopération, absence de planification, recherche de l'intérêt personnel, égoïsme, écrasement des plus faibles par les plus forts, aucune solidarité, beaux discours mais faibles actions...

Pourtant, la crise est au cœur du système capitaliste. Elle fait partie intégrante de son fonctionnement et elle prend actuellement un caractère véritablement dramatique. D'instrument régulateur, certes dévastateur socialement, du capitalisme, elle en est devenue un agent destructeur. De ce fait, elle

